

Sujet : Religion et politique	Le bien commun <i>Conférence de Carême 5</i>
Intervenante : Sylvie GOULARD	<b>19 mars 2015</b>

La fête de Saint Joseph, souligne le Père LOTODÉ nous conduit à réfléchir à la façon dont l'action s'enracine dans la méditation, ce qui est une bonne introduction à la cinquième conférence de Carême, consacrée aux liens de la politique et du bien commun. Pour l'opinion, ce lien est souvent jugé fort lâche et le personnel politique n'a pas toujours bonne presse !

Le bien commun peut être défini comme ce qui permet à la collectivité de vivre mieux. Saint Paul évoque dans l'épître aux Romains la tension entre le bien qu'il voudrait faire et qu'il ne fait pas et le mal qu'il commet malgré lui. Le responsable politique est soumis à une tension très forte entre ce qu'il voudrait faire et ce qu'il peut faire.

Sylvie GOULARD est députée européenne, en cours de second mandat. La politique n'est pas son métier – elle se déclare d'ailleurs favorable à la limitation des mandats dans l'espace et dans le temps. Elle y est venue de la société civile, **par** et **pour l'Europe**, passionnée par le travail au Parlement européen qui échappe au jeu classique majorité/opposition, sous l'influence, en particulier, des Nordiques et dont l'objectif est de dégager une majorité d'idées. L'ancien Président de la République Fédérale d'Allemagne, Richard von WEIZSÄCKER, chrétien exigeant, qui a beaucoup marqué SG, s'interrogeait sur le commandement d'amour du prochain : peut-il être pris comme mesure de l'action politique?

Les contraintes entravant l'action politique sont nombreuses : parfois elles sont financières ou géopolitiques; parfois il y a des tentations de "prédation" de la part des décideurs ou simplement la satisfaction de besoins immédiats, qui "rapporte des voix" au détriment du moyen et long terme ( les générations futures ne votent pas !). Peu de pays ont manifesté la même sagesse que la Norvège dont les gouvernements successifs ont mis en réserve les revenus pétroliers pour les générations à venir alors que d'autres ne leur laisseront qu'une dette colossale. Le lobbyisme est souvent évoqué; il n'est pas plus intrusif à Bruxelles qu'à d'autres échelons, local ou national. Le meilleur remède pour s'en protéger reste le travail des dossiers, additionné d'un peu de rigueur morale ! Beaucoup de nouveaux élus manquent de formation, c'est, pour Sylvie GOULARD, une des faiblesses de la démocratie. Il faudrait mettre en place des formations sur le fond des dossiers, sur l'éthique et, pour le Parlement européen, sur l'interculturel. Cela aplanirait une partie des problèmes que l'on constate, par exemple, après chaque élection, les responsables ne se préparant guère à la dimension européenne ou franco-allemande de l'exercice du pouvoir. Nos élections reposent sur un mythe : la constitution donne au Président de la République française un rôle prééminent de "garant de l'indépendance nationale", alors qu'il gère de plus en plus l'interdépendance.

La démocratie est source de difficultés particulières : un candidat qui dit toute la vérité ne sera peut-être pas élu ! La plupart des électeurs ne sont pas entièrement dupes mais ils suivent tout de même ceux qui font des promesses faciles parce qu'ils

ont, au fond d'eux-mêmes besoin d'espoir ! On constate actuellement deux dérives : la promesse de lendemains qui chantent, de pseudo solutions faciles - sortons de l'Euro et tout ira mieux par exemple ; la désignation de boucs émissaires pour éviter de faire soi-même des efforts : la Commission "de Bruxelles" ou les étrangers, par exemple. De plus, les médias offrent une prime à l'outrance et à la schématisation, de sorte que la rationalité du débat diminue dangereusement.

Depuis plusieurs siècles, l'Occident dominait le monde ; aujourd'hui il y a, sur cette terre, plus d'acteurs, plus de concurrence, plus d'intelligence et aucun pays ne peut relever seul les défis du moment, tels que par ex le terrorisme ou le changement climatique. Le fonctionnement de l'ONU n'est plus adapté, l'organisation devra se réformer pour faire leur place aux nouveaux géants, ou se résigner à n'avoir plus aucune utilité. Sylvie GOULARD revient sur l'exemple paradigmatique de la Grèce. Quand la Grèce est rentrée dans la zone Euro, les Grecs ont cru pouvoir se permettre un niveau de vie qui dépassait à la productivité du pays. En 2010, face au risque inédit de faillite, les solutions apportées dans l'urgence ont certes été improvisées et plus ou moins bien calibrées. La frustration de la population est toutefois nourrie par le fait qu'elle compare ce qu'elle a aujourd'hui à ce qu'elle avait hier et non à ce qui aurait été plus conforme à la productivité (basse) du pays.

Le nouveau gouvernement grec avait des arguments pour discuter avec l'UE, et obtenir des inflexions des politiques européennes, par exemple pour réduire la pauvreté. Malheureusement, il a choisi l'affrontement, en insultant l'Allemagne et en jouant la carte russe. Il n'est pas évident d'annuler une dette publique grecque qui représente, pour la France par exemple, plus de 40 MM d'euros.

La recherche du bien commun n'est pas illusoire. MONTESQUIEU faisait de "la vertu" le nécessaire corollaire des régimes démocratiques. Nous l'avons peut-être oublié, hélas.

En Europe, la défense du bien commun suppose de jouer collectif, avec un esprit d'équipe. Comment faire pour que la gestion des crises se fasse au bon niveau ? Comment financer un outil de défense qui soit autre chose qu'une juxtaposition d'outils, où et comment faire les économies d'échelle qui sont indispensables ? Comment aller vers une convergence fiscale qui est elle aussi indispensable ? Comment avancer vers une Europe plus démocratique dont nous n'avons aujourd'hui qu'un ersatz ?

Au lieu d'affronter la réalité de la souveraineté partagée, bien des responsables refusent le changement d'échelle. La France oscille entre l'exaltation de sa grandeur passée et le jeu européen ; la Grande-Bretagne entre son ancien empire et la tentation d'un retrait. Mais prenons-nous encore nos responsabilités ? La Jordanie a accueilli des réfugiés à hauteur de 20% de sa population, aucun pays européen n'a été aussi généreux !

Les politiques ne sont rien sans la société, sans les citoyens qui doivent comprendre leurs difficultés mais aussi les aiguillonner pour les pousser à agir pour le bien commun, un Chrétien dirait : pour l'amour du prochain.